



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

Fondation "Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels - Nicolas Gridel"

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fondation "Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels - Nicolas Gridel"
8 rue de Santifontaine BP 3724 54098 NANCY CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

Fondation "Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels - Nicolas Gridel"

8 rue de Santifontaine BP 3724 54098 NANCY CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au conseil d'administration de la fondation "Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels - Nicolas Gridel",

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation "Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels - Nicolas Gridel" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes



auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés les membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Metz, le 8 avril 2025

KPMG SA

Sandrine
Demesse

Signature numérique
de Sandrine Demesse
Date : 2025.04.08
10:39:47 +02'00'

Sandrine DEMESSE

Associée

1 Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort prov.	Net	Net	
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Frais d'établissement	44 850	1 894	42 956		42 956
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	39 352	33 194	6 159	3 130	3 029
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	14 370	11 249	3 121	5 995	- 2 874
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes	14 711		14 711	8 100	6 611
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Terrains	1 612 533	271 741	1 340 792	1 360 373	- 19 581
Constructions	18 844 181	10 895 040	7 949 141	8 387 329	- 438 188
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 578 537	1 287 742	290 795	223 229	67 566
Autres immobilisations corporelles	2 555 539	2 002 987	552 552	605 481	- 52 929
Immobilisations corporelles en cours	31 806		31 806	354 772	- 322 966
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	46 831	1 831	45 000		45 000
<i>Immobilisations financières</i>					
Participations et créances rattachées	1 415		1 415	6 797	- 5 382
Autres titres immobilisés	387 212		387 212	376 569	10 643
Prêts					
Autres	23 814		23 814	14 646	9 168
TOTAL (I)	25 195 150	14 505 678	10 689 473	11 346 420	- 656 947
Compte de liaison					
<i>Actif circulant</i>					
Stocks et en-cours	137 952		137 952	124 146	13 806
Avances et acomptes versés sur commandes	30 402		30 402	34 233	- 3 831
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	531 921	1 885	530 037	606 385	- 76 348
. Créances reçues par legs ou donations	155 714		155 714	137 822	17 892
. Autres	322 082	6 693	315 390	246 624	68 766
Valeurs mobilières de placement	4 998 667		4 998 667	4 917 172	81 495
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	3 705 313		3 705 313	2 770 731	934 582
Charges constatées d'avance	79 853		79 853	97 327	- 17 474
TOTAL (II)	9 961 904	8 577	9 953 326	8 934 439	1 018 887
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	35 157 054	14 514 255	20 642 799	20 280 859	361 940

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	8 919 660	8 919 660	
. Fonds propres complémentaires	2 010 079	2 010 079	
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	130 830	117 324	13 506
. dont réserves sous gestion propre			
. Réserves des activités sociales et médico-sociales	2 425 052	2 166 144	258 908
. Autres			
Report à nouveau	-2 463 690	-2 472 518	8 828
. dont report à nouveau sous gestion propre			
Report à nouveau activités sociales et médico-sociales	762 998	771 991	- 8 993
Excédent ou déficit de l'exercice	391 088	284 000	107 088
. dont résultat sous gestion propre	-7 182	45 237	- 52 419
. dont résultat des activités sociales et médico-sociales	398 271	238 763	159 508
Situation nette (sous total)	12 176 017	11 796 679	379 338
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	247 279	261 764	- 14 485
Provisions réglementées	1 385 123	1 344 184	40 939
TOTAL (I)	13 808 419	13 402 626	405 793
Autres fonds propres			
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations	245 514	131 129	114 385
Fonds dédiés	390 048	413 670	- 23 622
TOTAL (II)	635 561	544 799	90 762
Provisions			
Provisions pour risques	122 210	37 771	84 439
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	122 210	37 771	84 439
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 916 778	4 124 967	- 208 189
Emprunts et dettes financières diverses	1 438	1 400	38
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	480 449	490 252	- 9 803
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	1 574 219	1 576 916	- 2 697
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	10 294	15 090	- 4 796
Autres dettes	93 430	87 039	6 391
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	6 076 608	6 295 663	- 219 055
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	20 642 799	20 280 859	361 940

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	642 920	615 664	27 256	4,43
. dont ventes de dons en nature				
. dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico- sociales				
. Ventes de prestations de services	422 274	443 778	- 21 504	-4,85
. dont parrainages				
. dont prestations relatives aux activités sociales et medico- sociales				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	669 729	619 347	50 382	8,13
. Contributions des autorités de tarification relatives aux Activités sociales et medico-sociales	13 449 307	12 764 427	684 880	5,37
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	1 580	5 743	- 4 163	-72,49
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie		34 319	- 34 319	-100
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	110 294	350 556	- 240 262	-68,54
Utilisations des fonds dédiés	78 310	184 992	- 106 682	-57,67
Autres produits	10 694	8 432	2 262	26,83
Total des produits d'exploitation (I)	15 385 108	15 027 257	357 851	2,38
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks	-228	-851	623	73,21
Autres achats et charges externes	3 270 012	3 259 708	10 304	0,32
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	819 885	824 904	- 5 019	-0,61
Salaires et traitements	6 884 375	7 058 476	- 174 101	-2,47
Charges sociales	2 795 441	2 784 141	11 300	0,41
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 204 967	884 206	320 761	36,28
Dotations aux provisions	97 685		97 685	N/S
Reports en fonds dédiés	54 687	20 000	34 687	173,44
Autres charges	1 953	33 482	- 31 529	-94,17
Total des charges d'exploitation (II)	15 128 776	14 864 066	264 710	1,78
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	256 332	163 191	93 141	57,07
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	139 402	62 248	77 154	123,95
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		42 300	- 42 300	-100
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	36 831	50 347	- 13 516	-26,85
Total des produits financiers (III)	176 233	154 895	21 338	13,78

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	58 543	61 375	- 2 832	-4,61
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)	58 543	61 375	- 2 832	-4,61
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	117 690	93 521	24 169	25,84
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	374 022	256 712	117 310	45,70
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	22 721	6 064	16 657	274,69
Sur opérations en capital	80 985	98 082	- 17 097	-17,43
Reprises sur provisions et transferts de charges		34 050	- 34 050	-100
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
Total des produits exceptionnels (V)	103 706	138 196	- 34 490	-24,96
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	34 809	19 050	15 759	82,72
Sur opérations en capital	10 892	44 857	- 33 965	-75,72
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	40 939	47 000	- 6 061	-12,90
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
Total des charges exceptionnelles (VI)	86 640	110 908	- 24 268	-21,88
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	17 066	27 288	- 10 222	-37,46
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	15 665 046	15 320 348	344 698	2,25
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	15 273 959	15 036 348	237 611	1,58
EXCEDENT OU DEFICIT	391 088	284 000	107 088	37,71
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales	398 271	238 763	159 508	66,81
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services	10 600	10 800	- 200	-1,85
. Prestations				
. Personnel bénévole	8 770	5 775	2 995	51,86
Total	19 370	16 575	2 795	16,86

Annexe

2 Préambule

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 20 642 799 Euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 391 088 Euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

3 **Objet social**

Voulue par son fondateur, le Chanoine GRIDEL en 1852, « pour donner aux jeunes aveugles et déficients visuels une instruction intellectuelle, morale et religieuse, en vue de les préparer à un métier ou à un art ». La Fondation est reconnue d'utilité publique en juillet 1865.

Aujourd'hui, la Fondation propose un ensemble de services destinés aux personnes aveugles ou déficientes visuelles, services qui permettent de définir pour chacun un parcours individualisé.

Elle gère 5 structures implantées sur le territoire Meurthe et Mosellan, un centre d'éducation pour déficients visuel situé à Nancy (CEDV), un service de soin de suite et de réadaptation (CLER Basse Vision) à Nancy, un Foyer d'accueil médicalisé (la résidence des Trois Fontaines) à Vézelize, un ESAT (Les ateliers des Eaux Bleues) à Liverdun, et un Foyer d'hébergement (Le Foyer Jeanne-Marie LAURENT) à Nancy.

C'est un accompagnement au long cours qui s'opère dans le respect des personnes, en valorisant le potentiel de chacun, que le handicap soit uniquement visuel ou associé à d'autres troubles. L'acquisition de l'autonomie est le but de ce travail.

Les valeurs qui servent de fondement à la réalisation de la mission des établissements :

- Le respect de la personne ;
- Le postulat de compétences chez la personne, quelles que soient la gravité et les conséquences du handicap ;
- L'altérité et la lutte contre les discriminations ;

La mission de la FADV NICOLAS GRIDEL consiste à travers ses établissements à accompagner les enfants, adolescents et adultes déficients visuels dans leur parcours de vie afin de permettre leur épanouissement et leur autonomie.

- Pour ce faire les établissements de la FADV NICOLAS GRIDEL offrent un pôle de compétences en matière de soin et d'accompagnement (éducatif, rééducatif, pédagogique, médical, thérapeutique).
- Les prestations sont délivrées au regard du projet individualisé de l'utilisateur, dans le cadre d'une prise en charge globale.
- La mission de la FADV NICOLAS GRIDEL recouvre également la promotion de la culture de la déficience visuelle.

Les établissements de la FADV NICOLAS GRIDEL sont financés au regard de leurs agréments et selon leur catégorie, principalement par des fonds issus de l'Assurance Maladie et du Conseil Départemental au titre de l'aide sociale.

4 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels - Nicolas Gridel

Reconnue d'utilité publique le 14/07/1865

Gestionnaire de 4 établissements et services médico-sociaux et d'un service de soins de suite et de réadaptation.

Objet de la Fondation : Accompagner les personnes en situation de handicap notamment visuel, dans leur parcours de vie.

Etablissements	Missions
Le Centre d'éducation pour déficients visuels (CEDV) Agrément régional SAAAS: 93 places SAFEP: 12 places SEES/SPFP: 35 places SEPHA: 20 places	Ce centre se situe à Nancy et s'adresse à des enfants aveugles ou amblyopes, après orientation de la Maison Départementale des Personnes Handicapées. Sa mission première est d'accompagner les enfants et adolescents déficients visuels de la région lorraine, dans leur parcours personnel et scolaire, sur les versants éducatifs, thérapeutiques et pédagogiques, de la naissance à vingt ans, pour permettre leur épanouissement et leur autonomie. Il se décompose en 5 sections et services (SEPHA, SEES, SPFP, SAFEP et SAAAS).
Le Foyer d'accueil médicalisé (FAM) La résidence des 3 Fontaines Agrément de 33 places dont 23 identifiées polyhandicap 10 identifiées autisme	Ce FAM, situé à Vézelize héberge des personnes porteuses d'un handicap visuel grave et pouvant présenter une déficience intellectuelle, des troubles importants de la personnalité, des handicaps moteurs. Un accompagnement permanent permet l'assistance dans les gestes de la vie quotidienne dans le respect du projet personnalisé de chacun. Une équipe pluri professionnelle, par son action coordonnée, favorise la participation à la vie sociale, culturelle, sportive et de loisirs, propose des activités adaptées, et garantit la qualité des soins. Acteurs de leur projet de vie, les résidents peuvent conserver ou acquérir un maximum d'autonomie.
L'Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT) Les Ateliers des Eaux Bleues Agrément de 45 places	L'ESAT qui se situe à Liverdun, met à la disposition des travailleurs, une structure productive et des conditions de travail aménagées, leur permettant d'accéder à une vie sociale et professionnelle. Les activités principales sont : sous-traitance et conditionnement, vannerie, paillage, cannage, fabrication de cannes blanches, horticulture et

	maraîchage, et entretien d'espaces verts (particuliers et collectivités).
Le Foyer d'hébergement (FH) Foyer Jeanne-Marie LAURENT Agrément de 35 places : 20 au FH (hébergement collectif) et 15 en appartements (hébergement individuel)	Le Foyer d'hébergement est situé au centre de Nancy ; il propose un hébergement et un accompagnement socio-éducatif aux travailleurs de l'ESAT. Les personnes les plus autonome peuvent être hébergé en appartement.
Centre Lorrain d'Evaluation et de réadaptation en basse vision (CLER BV) Agrément de 5 places en hospitalisation de jour	CLER BV est un service de soins de suite et de réadaptation. Les patients adultes originaires de Lorraine sont orientés par un ophtalmologiste hospitalier ou libéral. Après évaluation de leurs besoins, ils y suivent un programme personnalisé de réadaptation. Ce programme comprend l'intervention de professionnels spécialistes de la déficience visuelle : ophtalmologiste, orthoptiste, rééducateurs en locomotion et en activités de la vie journalière. Un soutien social et un accompagnement psychologique sont également proposés.

5 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Moyens financiers

CEDV :

Dotation allouée dans le cadre d'un CPOM 2018-2022, prolongé par avenant jusqu'au 31 décembre 2024.

Sous l'autorité de tutelle de l'Agence régionale de santé. Financement Assurance Maladie

FAM VEZELISE :

Dotation allouée dans le cadre d'un CPOM 2018-2022, prolongé par avenant jusqu'au 31 décembre 2024. Sous l'autorité de tutelle de L'Agence régionale de santé et du Conseil départemental de Meurthe et Moselle du Conseil départemental 54.

Financement 40% assurance maladie (forfait soin) et 60 % par le CD 54 au titre de l'aide social (hébergement)

ESAT LIVERDUN :

Dotation allouée dans le cadre d'un CPOM 2018-2022, prolongé par avenant jusqu'au 31 décembre 2024. Sous l'autorité de tutelle de l'Agence régionale de santé. Financement par l'assurance maladie. A cela s'ajoute les recettes liées à l'activité commerciale de l'ESAT

FOYER JML :

Dotation allouée dans le cadre d'un CPOM 2018-2022, prolongé par avenant jusqu'au 31 décembre 2024. Sous l'autorité de tutelle du Conseil départemental de Meurthe et Moselle. Financement par le CD 54 au titre de l'aide sociale.

CLER :

Dotation hors CPOM. Sous l'autorité de tutelle de l'Agence régionale de santé.

Financement à 90% par dotation annuelle de fonctionnement et 10% par dotation modulée à l'activité.

Moyens Humains

CEDV :

109 salariés soit 94,08 ETP composés de professionnels médical, paramédical, rééducatif, éducatif, pédagogique, administratif et d'encadrement.

5 Salariés mis à disposition pour 4,09 ETP

FAM VEZELISE :

47 salariés soit 38,72 ETP composés de professionnels médical, paramédical, rééducatif, éducatif, administratif et d'encadrement.

2 Salariés mis à disposition pour 1,1 ETP

ESAT LIVERDUN :

16 salariés soit 11,31 ETP composés de professionnels éducatif, administratif et d'encadrement

2 Salariés mis à disposition pour 0,53 ETP

FOYER JML :

21 salariés soit 15,93 ETP composés de professionnels éducatif, administratif et d'encadrement.

6 Salariés mis à disposition pour 3,07 ETP

CLER :

20 salariés soit 7,96 ETP composés de professionnels médical, paramédical, rééducatif, administratif et d'encadrement.

6 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

6.1 *Faits caractéristiques de l'exercice*

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler à la clôture de l'exercice.

6.2 *Faits caractéristiques postérieures à la clôture*

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

7 Principes et méthodes comptables

7.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 et le règlement ANC n°2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et du règlement ANC n°2019-04, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

7.1.1 *Changement de méthode comptable*

Aucun changement comptable intervenu au cours de l'exercice.

7.1.2 *Changements d'estimation*

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

7.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

8 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

8.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

8.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Frais d'établissement	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	Taux
Frais de constitution				%
Frais de premier établissement				%
Frais d'augmentation de capital	44 850	1 894	42 956	%
TOTAL	44 850	1 894	42 956	

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	77 222	50 715	29 364	98 572
Immobilisations corporelles	24 425 684	506 263	247 809	24 684 138
Immobilisations financières	398 012	15 130	701	412 441
TOTAL	24 900 917	572 108	277 874	25 195 150

Dont 46 830 Euros de biens reçus par legs

8.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	68 097	7 604	29 364	46 337
Immobilisations corporelles	13 486 399	1 186 495	213 553	14 459 341
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	13 554 496	1 194 099	242 917	14 505 678

Dont 1 831 Euros de dépréciation sur biens reçus en legs et 313 413 Euros de dépréciation sur les bâtiments concernant les dortoirs filles et les menuiseries de l'établissement CEDV.

Nature des biens immobilisés	Mode	Durée	
Concessions et brevets	Linéaire	1 à 2 ans.	
Terrain	-	Non amortiss.	
Construction	Linéaire	20 à 50 ans	
Matériel	Linéaire	5 à 15 ans	
Mobilier	Linéaire	5 à 15 ans	
Matériel informatique	Linéaire	1 à 5 ans	
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans	
Agencements et installations	Linéaire	10 à 20 ans	

8.1.3 Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

8.1.4 Informations relatives aux filiales et participations

La fondation n'a pas de filiales ou de participation dans des sociétés commerciales.

8.2 Actif circulant

8.2.1 Stocks et en cours

La valeur brute des stocks est déterminée de la manière suivante :

- Stocks de matières premières : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.
- Stocks de produits : ils sont valorisés au coût de revient, à l'exception des frais de commercialisation.
- Stocks de marchandises : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.

8.2.2 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	23 814		23 814
Actif circulant & charges d'avance	1 089 570	1 089 570	
TOTAL	1 113 384	1 089 570	23 814

8.2.2.1 Créances redevables, usagers et comptes rattachés

Ces créances sont constituées principalement des sommes dues par les pouvoirs publics (autorités de tarifications : ARS, CD, DDCS ; Etat ASP pour aides à l'emploi (notamment pour les travailleurs handicapés d'ESAT) ; Etat DIRECCTE pour le financement de l'Entreprise Adaptée ; Etat ou Collectivité pour subventions diverses.

8.2.2.2 Créances clients et comptes rattachés

Ces créances sont constituées principalement des sommes dues par les clients de la gestion commerciale de l'ESAT.

8.2.2.3 Créances reçues par legs ou donations

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.

8.2.3 Produits à recevoir par postes du bilan

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	500
Autres créances	22 224
Disponibilités	14 106
TOTAL	36 831

8.2.4 Valeurs mobilières de placement

La totalité des valeurs mobilières de placement détenues par la fondation au 31 Décembre 2024 est comptabilisée pour un montant de 4 998 667 Euros.

Les valeurs mobilières de placement sont dépréciées le cas échéant si leur cours à la clôture est inférieur à leur coût d'acquisition.

Au 31 décembre 2024 les obligations n'ont pas été dépréciées, compte tenu de leur nature et notamment de la garantie de recouvrer le montant du nominal lors du remboursement à l'échéance.

Il n'y a pas d'indice de perte de valeur sur les autres placements financiers. A ce titre, aucune dépréciation n'a été constatée.

8.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours					
Comptes de tiers	11 774			3 196	8 577
Comptes financiers					
TOTAL	11 774			3 196	8 577

8.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

8.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant global	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	10 929 739				10 929 739
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	2 283 467	272 416			2 555 882
Report à nouveau	- 1 700 527	11 584		11 749	- 1 700 692
Excédent ou déficit de l'exercice	284 000	- 284 000	391 088		391 088
Situation nette	11 796 679	-	391 088	11 749	12 176 017
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	261 763		15 000	29 486	247 277
PR pour conversion du BFR	373 284				373 284
Provisions pour plus-values nettes de cession d'actif	970 900		40 939		1 011 839
TOTAL	13 402 626	-	447 027	41 235	13 808 419

8.4.2 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la dotation de la Fondation évaluée à 8 919 660 Euros.

La dotation comprend :

- Le Domaine dit de « Santifontaine », comprenant un terrain sis à Nancy (Meurthe-et-Moselle), Rue de Santifontaine de 15.739m2 sur lequel sont édifiés :

- Un bâtiment principal de 4 étages d'une superficie développée de 7.077 m2,
- Un gymnase d'une superficie de 535 m2,
- Des bâtiments annexes et dépendances d'une superficie développée de 475 m2,

- Le "Domaine des Eaux bleues", propriété sise à Liverdun (Meurthe et-Moselle) comprenant un parc boisé, des prés, terres de 18 ha environ, sur lequel sont édifiés :

- Une maison de maître dite "Château de la Garenne" élevée sur caves avec rez-de-chaussée et deux étages d'une superficie développée de 2.270 m2.
- Un ancien corps de ferme d'une superficie développée de 2.605 m2, comprenant un immeuble en forme de "L" composé de quatre bâtiments élevés sur rez-de-chaussée, d'un étage, combles pour partie ; un bâtiment étroit, d'un simple rez-de-chaussée ; trois serres horticoles et diverses dépendances. Le tout a été transformé en ateliers, bureaux et entrepôts pour les besoins de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) dénommé "les Ateliers des Eaux Bleues".

- La Résidence des « Trois Fontaines », sise à Vézelize (Meurthe-et-Moselle) et comprenant un ensemble immobilier de 14.706 m2, contigu à la Résidence, mis à disposition par le Conseil Général de Meurthe et Moselle par bail emphytéotique pour 99 années entières et consécutives à compter du 1er Novembre 1989 pour se terminer le 31 octobre 2088

- Un portefeuille de valeurs mobilières.

Dans le cadre de la mise en harmonie avec le nouveau règlement comptable, l'évaluation de la dotation globale est la suivante :

	Valorisation à la Valeur Nette Comptable (VNC) au 31.12.2014 ⁽¹⁾	Valorisation à la Valeur Nette Comptable (VNC) au 31.12.2024	Valorisation à la Valeur Vénale par Expert Immobilier
« Santifontaine »	4 851 419 €	2 625 801 €	11 445 000 € (2)
<i>Un bâtiment principal de 4 étages, un gymnase, des bâtiments annexes et dépendances</i>			
Domaine des Eaux bleues	422 825 €	172 100 €	727 000 €
<i>Une maison de maître dite "Château de la Garenne"</i>	319 915 €	106 540 €	
<i>Un ancien corps de ferme</i>	102 910 €	65 560 €	
Résidence des « Trois Fontaines »	982 055 €	296 886 €	
<i>Un ensemble immobilier</i>	982 054 €	296 885 €	N.C
<i>Un bail emphytéotique pour 99 années entières</i>	1 €	1 €	
Un portefeuille de VMP	2 663 361 €	4 998 667 €	-
TOTAL	8 919 660 €	8 093 454 €	12 172 000 €

(1) Les statuts en vigueur de la Fondation FADV NICOLAS GRIDEL ont été déposés et autorisés sur la base des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

N.C : Non communiqué

(2) L'expertise immobilier a été réalisé par la CABINET QUADRAL EXPERTISE en Septembre 2022.

Conformément à l'Article 10 des statuts, la fondation est astreinte à l'obligation de maintenir la valeur de sa dotation.

Cette évaluation ne remet pas en cause la valorisation de la dotation à la clôture de l'exercice 2024.

8.4.3 *Fonds propres avec droit de reprise*

Néant

8.4.4 *Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.*

Les réserves en fin d'exercice représentent 2 555 883 Euros.

8.4.5 *Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée*

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale **sous gestion contrôlée** de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

8.4.6 *Fonds propres consommables (dotations consommables fondations et fonds de dotation)*

Néant.

8.4.7 *Subventions d'investissement*

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué

rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

La quote-part de subventions virées au résultat s'élève à 29 485 Euros.

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal :				
TOTAL	852 266	15 000	-	867 266
Quotes-parts virées au résultat :				
TOTAL	590 503	29 485	-	619 988
Solde net en fonds propres :				
TOTAL	261 763	14 485	-	247 278

8.4.8 Provisions réglementées

Notre entité gestionnaire comptabilise (dotations) les provisions **réglementées** suivantes lorsqu'elles sont pratiquées dans le compte administratif de nos ESSMS gérées :

- Provisions pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS (réserve de trésorerie),
- Provisions afférentes aux plus-values nettes de cessions d'actifs (immobilisés, circulants) des ESSMS
- Provisions pour produits financiers des ESSMS (placements possibles de trésorerie ESSMS sans risque de dépréciation), dotation contrepartie des produits financiers.

Voir détail tableau de variation des fonds propres.

8.5 Fonds reportés et dédiés

8.5.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation du legs ou de la donation, avec pour contrepartie le compte « utilisation de fonds reportés » poste « Utilisation des fonds dédiés » (et reportés) dans les Produits au compte de résultat.

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Legs et donations	131 129	114 385		245 514
Donations temporaires d'usufruit	-			-
TOTAL	131 129	114 385	-	245 514

8.5.2 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification). Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

	À l'ouverture de l'exercice	Engagements (+)	Utilisations (-)		A la clôture de l'exercice	
	Montant global		Montant global	dont rembourseme nts	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Néant	-				-	
Contributions financières des autorités de tarifications aux entités gestionnaires d'ESSMS	408 697	54 687	76 595	-	386 788	-
Contributions pour renouvellement des immobilisations	35 645	25 000	8 879	-	51 766	
CEDV- Restructuration des locaux	35 645		7 916		27 729	
CLER - FIR Achat matériel		25 000	962		24 038	
Autres contributions financières affectées (1)	373 052	29 687	67 717	-	335 022	
FAM Vézélise	44 086	3 140	7 931	-	39 295	
Système information	305		305		0	
Fauteuil	2 830		1 264		1 566	
Qualité de vie	7 400		3 400		4 000	
Réfection Vestiaires	33 551		2 962		30 589	
Activité physique adaptées	-				-	
Collectif NVES	-				-	
Aide à la décarbonation		3 140			3 140	
CEDV	58 533	26 547	36 900	-	48 180	
Système information	16 890		16 890		0	
Dossier de l'usager	-				-	
Amélioration prise en charges	17 247		419		16 828	
Formation CAEGA F.E.	3 200		3 200		-	
Formation CAEGA P.C.	3 000		3 000		-	
RPS / Qualité de vie au travail	10 600		5 654		4 946	
Renouvellement parc informatique	7 596		7 596		- 0	
Situation critique		10 005			10 005	
Aide à la décarbonation		13 617			13 617	
Taxe d'apprentissage PERKINS		2 925	141		2 784	
FOYER JML	29 195	-	7 554	-	21 640	
Système information	22 555		6 658		15 897	
Appartement Autonomie	4 517		643		3 875	
Peinture Appartement	2 122		253		1 869	
ESAT LIVERDUN	221 238	-	15 331	-	205 906	
Salle de restauration	200 299		10 582		189 717	
Système information	20 939		4 749		16 190	
Séjour	-			-	-	-
CLER	20 000	-	-		20 000	
Formation	20 000				20 000	
	-				-	
Ressources liées à la générosité du public	4 975		1 715		3 260	
Fonds dédiés des Fondations abritées						
	-				-	
	413 672	54 687	78 310	-	390 048	-

8.6 Provisions pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions pour risques	37 771	108 732		13 246	122 210
TOTAL	37 771	108 732		13 246	122 210

Les reprises 2024 correspondent à des reprises sur litiges.

Les dotations 2024 correspondent à un risque de recouvrement d'un financement du Conseil Départemental à hauteur de 97 685 € et à des risques de litiges à hauteur de 11 047 €.

8.7 Dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	3 916 778	227 792	890 699	2 798 287
Dettes financières diverses	1 438	1 438		
Fournisseurs	480 449	480 449		
Dettes fiscales & sociales	1 574 219	1 574 219		
Dettes sur immobilisations	10 294	10 294		
Autres dettes	93 430	93 430		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	6 076 608	2 387 622	890 699	2 798 287

8.8 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	12 487
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	243 778
Dettes fiscales & sociales	1 002 153
Autres dettes	
TOTAL	1 258 418

8.9 Produits constatés d'avance

Il n'y a pas de produits constatés d'avance comptabilisés au 31 Décembre 2024.

9 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

9.1 Résultats par périmètre de gestion

GP : Gestion Propre

GC : Gestion Contrôlée dite « sous contrôle de tiers financeurs »

Résultat comptable de l'exercice	Excédent	Déficit
<u>Gestion propre</u>		
ESAT Liverdun (Commercial)		374
IJA (non combinée)		6 808
<u>Gestion sous contrôle de tiers financeur :</u>		
CLER	69 615	
ESAT Liverdun (Social)		50 227
CEDV Nancy	278 078	
Foyer Jeanne Marie Laurent	52 984	
Résidence des III Fontaines	47 821	
Totaux	448 498	57 409
Excédent de l'exercice	391 088	

Ces résultats sont les résultats avant annulation des charges et produits inter-établissements.

9.2 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

9.2.1 Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par périmètre de gestion

ESSMS privés après la signature du CPOM uniquement, hors EHPAD relevant de l'article L. 342-1 du CASF
- Détermination et affectation des résultats des ESSMS privés relevant du périmètre de l'ERRD (pour les établissements en tarification ternaire, une colonne unique)

(Tableau à dimensionner en fonction du nombre et de la nature des ESSMS)			IDV 540000684	SESSAD 540009933	FAM 540012556	FOYPH 520012986	ESAT 540012978	Budget commercial ESAT SF_HDVCIA	Total	
	N° de compte (1)	Compte								
Résultat comptable de l'exercice = classe 6 - classe 7	1205 ou 1295	Excédent de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	186 040,01 €	92 037,90 €	82 722,05 €	52 983,81 €			413 783,77 €	
		Déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (sans signe "-")			34 901,51 €		50 227,01 €	374,01 €	85 502,53 €	
Affectation de résultats des ESSMS inclus dans le périmètre du CPOM (comptes de résultats mentionnés au 1° du II de l'article R. 314-222 du CASF)										
Diminution de l'excédent comptable résultant du transfert vers un autre établissement ou service			24 466,01 €	20 000,00 €		48 109,51 €			92 575,52 €	
Augmentation du résultat comptable résultant du transfert d'un autre établissement ou service					48 109,51 €		44 466,01 €		92 575,52 €	
Reports à nouveau des exercices antérieurs (2)										
Comptes de report à nouveau des exercices antérieurs (hors gestion non contrôlée)	11502	Report à nouveau effectué en application du 1° du I de l'article R. 314-51 du CASF							0,00 €	
	11503	Report à nouveau affecté au financement de mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivants celui auquel le résultat est affecté	-87 553,01 €						-87 553,01 €	
	115902	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales prises en charge sous gestion contrôlée (solde débiteur) - Autres ESSMS relevant du I de l'article L. 312-1 du CASF (sans signe "-")							0,00 €	
A. RESULTAT A AFFECTER (précédé du signe "-" pour un déficit)			(Résultat administratif)	74 020,99 €	72 037,90 €	95 930,05 €	4 874,30 €	-5 761,00 €	-374,01 €	240 728,23 €
Affectation du résultat administratif										
Affectations en report à nouveau	11501	Report à nouveau excédentaire effectué en application du b) du 1° de l'article R. 314-234 du CASF						-374,01 €	-374,01 €	
	11502 (2)	Report à nouveau effectué en application du 1° du I de l'article R. 314-51 du CASF							0,00 €	
	11503 (2)	Report à nouveau affecté au financement de mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivants celui auquel le résultat est affecté							0,00 €	
	11590	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales prises en charge sous gestion contrôlée (solde débiteur) (sans signe "-")							0,00 €	
	11591 ou 1195 (3)	Report à nouveau constitué de charges rejetées des activités sociales et médico-sociales (dépenses refusées par l'autorité de tarification) (sans signe "-")							0,00 €	
	115921 (4)	Amortissements comptables excédentaires différés			11 749,00 €				11 749,00 €	
	115922 (4)	Dépenses pour congés payés	-1 898,65 €	-1 022,35 €	-30 733,00 €	-5 484,00 €	-5 761,00 €		-44 899,00 €	
	115923 (4)	Autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application du 3° de l'article R 314-45							0,00 €	
Affectation en réserves	115928 (4)	Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs			15 245,00 €				15 245,00 €	
	106852	Excédents et réserves affectés à l'investissement	75 919,64 €	73 060,25 €					148 979,89 €	
	106855	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie)							0,00 €	
	106856 (5)	Réserves de compensation des déficits			99 669,05 €	10 358,30 €			110 027,35 €	
	106857	Affectation en réserves de compensation des charges d'amortissement							0,00 €	
Reprise sur les réserves de compensation des charges d'amortissement (montant précédé du signe "-")								0,00 €		
B - TOTAL DES AFFECTATIONS DE RESULTAT (égal à A)			74 020,99 €	72 037,90 €	95 930,05 €	4 874,30 €	-5 761,00 €	-374,01 €	240 728,23 €	
Affectation complète (zone de contrôle)			Ok	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok	Ok	

(1) Ou comptes ad hoc pour les activités sociales et médico-sociales sous gestion non contrôlée (notamment budget commercial et de production d'un ESAT)

(2) CRP soumis à un équilibre strict uniquement, en application notamment des articles R. 314-106 du CASF (dotations globales de financement) et R. 314-113 du CASF (prix de journée).

(3) Compte 11591, dans l'attente de la décision du juge de la tarification, puis 1195 (en gestion non contrôlée) après décision du juge de la tarification ou en cas de non saisine du juge de la tarification.

(4) Mouvements débiteurs (précédés du signe "-" - correspondant aux augmentations sur l'exercice des dépenses dont la prise en compte est différée) et créditeurs (correspondant aux diminutions sur l'exercice des dépenses dont la prise en compte est différée) - Compte 11592 : Affectation en report à nouveau de charges dont la prise en compte est différée (dépenses non opposables aux tiers financeurs)

(5) Précédé du signe "-" en cas de reprise sur ces réserves

9.3 Produits du compte de résultat

9.3.1 Cotisations

Les cotisations de la FADV NICOLAS GRIDEL sont sans contrepartie.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

9.3.2 Ventes de biens et services

Les ventes de biens et services sont composées des activités de l'ESAT (Cannes, Bois, Espaces verts, Maraichages, vanneries, sous-traitances.)

9.3.3 Produits de tiers financeurs

9.3.3.1 Concours publics et subventions d'exploitation

Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

La FADV NICOLAS GRIDEL perçoit des concours publics au titre de ses activités sociales et médico-sociales pour un montant de 14 023 607 Euros :

	ARS	CD	CHU	ETAT	Total établissements
CEDV Nancy	7 182 779	367 247			7 550 026
CLER			588 981		588 981
FAM VEZELISE	1 237 500	1 766 857			3 004 357
FOYER JEANNE MARIE LAURENT		1 539 213			1 539 213
ESAT ATELIERS DES EAUX BLEUES	696 789			644 241	1 341 030
Total Financeurs	9 117 068	3 673 317	588 981	644 241	14 023 607

Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Les subventions d'exploitation correspondent à des aides accordées dans le cadre de l'apprentissage et Fonds d'Intervention Régional.

9.3.3.2 Ressources liées à la générosité du public

Le poste « dons manuels » comprend notamment :

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.
- Le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles.

En 2024, les dons manuels s'élèvent à 1 580 Euros.

9.3.3.3 Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par ex, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

9.3.4 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Voir détail en 9.3

9.3.5 Utilisations des fonds dédiés

Sont mentionnées au 8.5.2

9.4 *Charges du compte de résultat*

9.4.1 *Achats de marchandises et variation des stocks*

Correspond principalement aux achats consommés des activités de l'ESAT.

9.4.2 *Autres Achats et charges externes*

Ces charges correspondent principalement et par ordre d'importance à :

- Alimentation et alimentation extérieure
- Transports usagers
- Consommations énergétiques (Electricité, gaz, eau)
- Assurances
- Entretien
- Frais d'activités
- Prestations diverses (intérim- honoraires divers...)

9.4.3 *Aides financières*

Les aides financières comprennent les aides financières octroyées et les quotes-parts de générosité reversées.

Une aide financière est

- Soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;
- Soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les aides financières telles que ci-dessus définies sont comptabilisées à la date d'octroi de l'aide dans un compte de charges et correspondent à des dépenses des sections associatives en direction d'usagers.

9.4.4 *Impôts, taxes et versements assimilés*

Comprend majoritairement la Taxe sur salaires.

9.5 *Résultat Financier*

Un résultat financier de 117 690 Euros

Les produits financiers sont constitués de produits de placement et également de la reprise de provision pour dépréciation du portefeuille titres constatée à la clôture de l'exercice précédent.

Les charges financières correspondent aux intérêts des emprunts contractés pour les activités médico-sociales (programmes immobiliers principalement).

9.6 *Résultat exceptionnel*

Le poste « Sur opérations en capital » comprend la quote-part annuelle des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice dans la mesure où notre entité a choisi la comptabilisation des subventions d'investissement acquises dans les fonds propres et la reprise de celles-ci dans le compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés.

Un résultat exceptionnel de 17 066 Euros

Produits exceptionnels :

PCEA : 51 500 €

Quote part de subvention : 29 485 €

Produits sur exercices antérieurs : 22 721€

Charges exceptionnelles :

Charges sur exercices antérieurs : 34 599 €

VNC : 10 892 €

Autres charges exceptionnelles : 210 €

Dotation aux provisions règlementées : 40 939 €

9.7 *Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)*

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Le montant total des CVN 2024 s'élève à 19 370 euros se décomposant comme suit :

Valorisation du temps des bénévoles : 8 770 €

- Accompagnement sur l'énergie : 15h à 55 € : 825 €
- Accompagnement réflexion Villa : 63h à 55 € : 3 465 €
- Accompagnement refonte statuts : 4h à 55 € : 220 €
- Accompagnement stratégique à l'ESAT : 18h à 55 € : 990 €
- Un écrivain public au FAM : 12h à 40 € : 480 €
- Accompagnement en gites : 21h à 30 € : 630 €
- Animation musicale : 18h à 30 € : 540 €
- Aide lors des portes ouvertes à l'ESAT : 60h à 25 € : 1 500 €
- Accompagnement sorties Foyer JML : 4h à 30 € : 120 €

Les intervenants sont des administrateurs ; les coûts horaires ont été définis sur la base de coûts horaires de cadres en entreprise.

Concernant les sorties et portes ouvertes, les coûts horaires ont été définis sur la base de coûts horaires du personnel éducatif.

Valorisation des locaux mise à disposition de la FADV NICOLAS GRIDEL : 10 600 €

	Type de local	M²	Fréquence de mise à disposition	Entité	Lieu	Date de conventionnement	Valorisation en €
Antenne Epinal 1	1 Salle	15M²	9 fois/ an	Cap Emploi 88	8 allée de l'aubépine 88 000 EPINAL	sept-20	450
Antenne Epinal 2	1 Salle	15M²	6 fois/ an	Collège Notre Dame St Joseph	23 rue Thiers 88 000 EPINAL	sept-21	300
Antenne St-Dié	1 Salle	15M²	9 fois/ an	Ville de St Dié	KAFE 14 avenue J Jaurès 88 100 ST DIE	oct-20	450
Antenne Verdun	1 Salle	15M²	7 fois/ an	Education Nationale	CMS Rue Saint Michel 55 100 VERDUN	sept-20	350
Antenne Briey	1 Salle	15 M²	11 fois/ an	AEIM – Adapei 54	Sessad AEIM Site de Briey 29A Avenue Albert de Briey 54150 BRIEY	Juin-23	550
Classe externalisée primaire	1 Salle de classe	60M²	En continue sur 10 mois	Ville de Nancy	Ecole Charlemagne 2 place du Duc de Bar 54000 NANCY	juil-20	5000
Classe externalisée collège	2 Salles de classe	28M² + 15M²	En continue sur 10 mois	Collège du Sacré Cœur	39 rue de Laxou 54000 NANCY	juin-21	3 500
TOTAL							10 600

10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

10.1 Engagements financiers donnés et reçus (engagements de retraites et avantages assimilés)

Cautions

Les cautions reçues au profit de l'emprunt CIC (Travaux rénovation bâtiment Santifontaine) :

- Ville de Nancy : 1 250 000 Euros
- Conseil Départemental : 1 250 000 Euros

Les cautions reçues au profit de l'emprunt BPL et Crédit Coopératif (Acquisition immeuble de la Compassion) :

- Ville de Nancy : 2 050 000 Euros
- Conseil Départemental : 2 050 000 Euros

Indemnités de départ à la retraite

Les indemnités de départ à la retraite s'élèvent à 1 172 739 Euros se décomposant comme suit :

✓ Résidence des III Fontaines	182 224 €
✓ CEDV et CLER	835 948 €
✓ ESAT Ateliers des Eaux Bleues et Foyer Jeanne Marie Laurent	154 571 €

Hypothèses retenues :

L'augmentation annuelle des salaires 1.8% Constant pour les catégories (moyenne inflation des 20 dernières années).

Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de : 3.38 % (inflation comprise).

Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à : 64 ans pour les catégories

Le taux de rotation retenu est Faible pour la catégorie

Le taux de charges sociales patronales est :

- 50 % pour la catégorie : VEZELISE
- 50 % pour la catégorie : LIVERDUN
- 50 % pour la catégorie : NANCY

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

La table de mortalité utilisée est la table INSEE 2017-2019 (Données définitives).

La méthode de calcul retenue est la méthode : Rétrospective Prorata Temporis.

La fondation a opté pour le non-provisionnement comptable de ses engagements en terme d'indemnités de fin de carrière.

Le CEDV et le CLER ont souscrit un contrat d'externalisation des indemnités de fin de carrière.

Le montant du versement de l'exercice 2024 est 17 077 Euros.

La valeur du fonds collectif au 31 Décembre 2024 est de 616 267 Euros.

Dons et Legs

Suite à un décès daté du 16 Février 2024, la FADV NICOLAS GRIDEL a été informée par le biais d'un notaire qu'elle était bénéficiaire d'un legs à titre universel (Le testament authentique date du 20 Mars 2023).

Cette libéralité a été acceptée par le CA.

La fondation recevra un quart du patrimoine global correspondant à une maison à Vandoeuvre Les Nancy et plusieurs comptes bancaires.

Ce don est inscrit en produits « legs et donations » en cours d'exercice à hauteur de 114 385 Euros nets.

Au 31 Décembre 2024, Il reste en créance sur legs un montant de 155 714 Euros à percevoir.

10.2 *Engagements pris en matière de crédit-bail*

Néant

10.3 *Montant des honoraires des Commissaires aux Comptes*

Le montant des honoraires 2024 s'élèvent à 32 719 Euros.

10.4 *Montant global des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés et bénévoles ainsi que les avantages en nature*

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés, s'est élevé à 252 065 Euros.

10.5 *Information sur les transactions autres que les transactions courantes conclues à des conditions normales (art. 431-12 du règlement ANC 2018-06)*

Néant.

11 Informations relatives à l'effectif

L'effectif ETP 2024 s'élève à 174,79.

L'effectif salarié de l'entité se décompose ainsi :

	Administration -gestion	Educatif- Animation	Médical- Paramédical- Rééducatif	Services généraux	Enseignement	Apprentissage	Total
Effectif total ETP annualisé - hors CDD remplacement	27.61	60.61	43.95	17.66	23.21	1.86	174.90
Cadre	15.00	0	4.96	1	0	0	20.96
Non Cadre	12.61	60.61	38.99	16.67	23.21	1.86	153.95
Homme	6.00	16.37	5.87	7.00	6.99	1.33	43.56
Femme	21.61	44.24	38.08	10.67	16.22	0.53	131.35

FONDATION



NICOLAS GRIDEL

RAPPORT MORAL 2024





1. Situation financière non combinée

CIC :	
Compte livret	32 868.02 €
Compte à terme	0 €
Compte courant	1 480 261.36 €
BFCC :	165 512.15 €
Livret CC	15.25 €
Compte placement	57 165.81 €
Parts	280 474.68 €
Caisse d'Epargne :	
Parts sociales	101 240.00 €
Compte courant	12 704.23 €
BPALC :	
Compte courant	50 270.20 €
Total général :	2 180 511.70 €

2. Evaluations HAS

Afin d'entraîner et de sensibiliser les professionnels et les usagers de nos structures, des audits internes ont été réalisés fin 2023 début 2024.

A la suite de quoi, entre février et avril 2024, nos évaluations HAS se sont déroulées pour le FH, l'ESAT, le FAM et les sections et services du CEDV.

La note moyenne pour l'ensemble des structures de la Fondation des rapports définitifs est de 3.66/4.

	Chapitre 1 La personne accompagnée (Evaluation de la qualité de l'accompagnement)	Chapitre 2 Les professionnels (Evaluation des pratiques professionnelles)	Chapitre 3 L'établissement (Evaluation des processus objectifs / missions)
ESAT	3.84 / 4	3.40 / 4	3.33 / 4
Foyer Jeanne-Marie Laurent	3.70 / 4	3.56 / 4	3.45 / 4
FAM	3.96 / 4	3.78 / 4	3.79 / 4
Sections du CEDV	3.85 / 4	3.91 / 4	3.74 / 4
Services du CEDV	3.74 / 4	3.37 / 4	3.51 / 4



Les rapports mettent en lumière le sérieux et la qualité des services rendus par notre Fondation et par l'adéquation de ceux-ci avec les exigences de la HAS.

Les établissements n'ayant pas obtenus la note de 4/4, plusieurs critères impératifs sont à travailler :

1. le droit à l'image
2. le plan de prévention et de gestion des risques de maltraitance
3. l'analyse des plaintes et réclamations
4. le traitement des plaintes et réclamations
5. la communication et le traitement des EI
6. la communication du plan de gestion de crise

Des plans d'actions qualité sur 5 ans sont établis par structure ou en commun à tous les établissements, selon les différents critères évalués.

L'ensemble des éléments ont été transmis à nos autorités de tutelle.

3. Mise en place d'une dynamique Fondation

Dans un secteur en pleine mutation, où la Fondation doit conforter son image et renforcer sa visibilité, les membres du CA ont souhaité apporter une dynamique « Fondation » et ainsi retravailler, entre autres, une nouvelle charte graphique.

Ce travail a été confié à M. Philippe Tytgat, graphiste reconnu et indépendant ; et accompagné dans son déploiement et sa réflexion par M. Christophe Chevardé.

S'en est suivi la création et le déploiement de la marque Eaux Bleues, liée aux activités commerciales de l'ESAT.

4. Projet la Villa la Garenne

1. Présentation du projet

Fin août 2022, à l'issue de l'Exposition installée dans la villa de la Garenne consacrée aux œuvres d'Eugène Vallin (ébéniste de renom), notre Fondation s'est lancée dans une réflexion quant au devenir et à la valorisation de cette villa.

Depuis plusieurs mois, un de nos administrateurs s'est consacré à cette réflexion et est revenu vers nous avec un projet nécessitant de grands travaux pour rendre la villa compatible avec l'organisation de grands événements : mariages, séminaires, expositions, concerts, tournages, etc... A la suite de quoi, un plan du réaménagement de la villa a été élaboré par l'architecte M. Alain Cuzon.

Les différents entretiens, rencontres et visites menés démontrent la pertinence du lieu et la viabilité du projet. En effet, élément différenciant sur le territoire, la villa peut proposer un espace de réception d'exception accueillant 200 personnes assises (300 debout) et une capacité hôtelière d'environ 15 chambres dont potentiellement un dortoir au 2^e étage (très demandé actuellement).

2. Faisabilité Juridique

Lors de l'acquisition du domaine par la Fondation, la villa a été intégrée dans le Fond de dotation de la Fondation, ce qui implique qu'elle en est aujourd'hui, inaliénable. Nous sommes donc contraints de l'entretenir et de lui trouver un devenir qui servira l'objet social de la Fondation.



3. La Fondation et cette nouvelle activité

Le projet devra prévoir une charte qui « contraindra » cette nouvelle activité à se conformer aux valeurs de la Fondation. En complément, une partie des aménagements et de l'activité pourra être proposée à l'ESAT Ateliers des Eaux Bleues de la Fondation : la décoration florale et du mobilier, les chaises pourront être réalisées par les activités de cannage et de paillage, mais aussi le nettoyage de la villa, la lingerie liée à l'hôtellerie, l'entretien des espaces verts, etc.

Le Business plan prévoit l'emploi d'une personne dédiée à la commercialisation de l'activité, spécialisée dans ce type d'événementiel. L'ouverture est prévue pour le printemps 2027, voir avant idéalement.

4. Financement

Le projet est évalué à 2,3 millions d'Euros, le bureau conseille de n'engager que 500 k€ des Fonds propres de la Fondation. Ainsi cela laissera à la Fondation la possibilité de financer d'autres projets de travaux tels que la mise en conformité énergétique des bâtiments (CEDV, ESAT) ou la création d'une salle d'activité commune à Vézelize. Des frais annexes seront à prévoir : aménagement de voirie, achat de mobilier, etc...

Des démarches ont été réalisées auprès de la Banque des Territoires, qui n'a finalement pas souhaité nous accompagner sur ce projet. Les banques avec lesquelles nous travaillons régulièrement ont été consultées. Toutes les 4 ont validé la pertinence du projet et ont proposé de contribuer en toute ou partie au financement.

Au terme des négociations, nous avons retenu 2 partenaires : le Crédit coopératif et la Caisse d'Epargne. Ainsi pourront être écartés : le principe d'hypothèque et de garantie sur placements proposés par les deux autres banques.

5. AMI et appels à projet

Nos deux financeurs (ARS et CD 54) disposent, en cette fin d'année civile, de financements exceptionnels pour répondre à des enjeux nationaux et départementaux. Les structures de la Fondation se sont donc positionnées pour y répondre en proposant 8 réponses (date limite : le 31/12/2024).

En cohérence avec le futur CPOM de la Fondation, les projets sont les suivants :

- Projet 1 – Accompagnement dans le projet de retraite (ESAT) :
Mesurant la difficulté que certains travailleurs âgés rencontrent pour travailler une semaine complète, mais aussi pour se préparer à la retraite... Ce projet propose la mise en place de 10 places de "mi-temps vieillesse" - ouvrant mécaniquement 5 ETP en place sur l'ESAT -.
- Projet 2 – Création de places d'accueil temporaire et séquentiel :
Afin de faciliter la fluidité de parcours et la co-construction des projets des vies des personnes, ce projet permet de :
 - Proposer à des jeunes adultes actuellement en aménagement CRETON un accompagnement éducatif individualisé temporaire et/ou permanent pour parfaire leur projet d'adulte ;
 - Proposer à des adultes en situation de handicap un accompagnement éducatif individualisé temporaire pour créer des temps de répit aux familles ;
 - Proposer aux adultes en situation de handicap déjà accueillis au foyer, en complément d'un temps de travail partiel travaillant actuellement à l'ESAT, un accompagnement éducatif individualisé séquentiel ESAT/FH pour qu'ils puissent bénéficier d'un temps de travail partiel avant le départ en retraite et d'une prise en charge en journée, en semaine au foyer.



Ce projet se traduit par la création de 2 places d'accueil temporaire et/ou hébergement permanent (en fonction des projets de vie) portant l'agrément de l'EANM/FH à 37 places et par l'autorisation de places d'hébergement séquentiel en journée en semaine pour la population déjà accueillie au foyer. Du personnel sera dédié à l'accueil durant la journée, demande de financement de 2 postes supplémentaires (estimés à 83 k€).

- Projet 3 : SAVS sensoriel (partenariat avec l'Institut des Sourds la Malgrange)

Face aux besoins spécifiques des adultes déficients visuels (DV), les deux établissements, reconnus pour leur expertise, souhaitent unir leurs compétences.

Plus précisément, le SAVS DV aura pour vocation de contribuer à la réalisation du projet de vie de personnes adultes handicapées par un accompagnement adapté :

- Favorisant le maintien ou la restauration de leurs liens familiaux, sociaux, scolaires, universitaires ou professionnels ;
- Et facilitant leur accès à l'ensemble des services offerts par la collectivité.

Ce projet consiste à étendre l'agrément actuel du SAVS AISPAS de 40 places supplémentaires.

- Projets 4-5-6 : Unité pour PHV et résidence autonomie (partenariat avec la Fondation Bompard) :

Portés par les deux structures (via un GCSMS), il permettra la création de :

- Une unité pour personnes handicapées vieillissantes (PHV), récemment retraités, de 12 places, sur le territoire de la CC de Moselle et Madon ;
- A Santifontaine, une unité PHV de 8 places, axée vers le soin et le vieillissement ;
- A Santifontaine, une résidence parcours autonomie, de 10 places pour jeunes adultes, afin de permettre l'apprentissage des prérequis nécessaires à l'autonomie résidentielle, en proposant un accompagnement à visée inclusive.

- Projets 7-8 : Création d'un pôle sensoriel porté par les deux structures (partenariat avec l'Institut des Sourds la Malgrange),

Porté par les deux structures (via un GCSMS), il permettra la création de :

- Un SESSAD Pro, de 20 places. Il proposera un accompagnement médico-social renforcé ; à destination des 16-25 ans.
- Une équipe mobile sensorielle d'appui à l'inclusion, 200 personnes en file active. Elle répondra aux besoins ponctuels et urgents, par exemple l'accès à l'information, aux aides techniques, aux loisirs, l'insertion dans le milieu socio-professionnel, etc.) ; à destination des enfants et des adultes.

6. Négociation CPOM – Elaboration du PPI

Le Plan Pluriannuel d'Investissement (sur 5 ans) comprend notamment l'intégration de nombreux travaux en lien avec l'audit énergétique effectué en 2023. Celui-ci est en adéquation avec les objectifs décrits dans le CPOM, et s'inscrit en conformité avec les exigences législatives sectorielles récentes sur l'amélioration de l'empreinte énergétique et environnementale de nos bâtiments.

En 5 ans, c'est 1,9 M€ de travaux prévus sur le bâti de la Fondation et un cumul d'amortissement de près de 800 k€ / an.

Les négociations se poursuivent, les principaux objectifs sont arrêtés, ces derniers se déclinent sous la forme de 7 fiches actions :

1. Faire évoluer le CEDV en dispositif ;
2. Mettre en œuvre la transformation de l'ESAT ;
3. Accompagner les PSHV ;



4. Fluidifier le parcours, ANTICIPER l'orientation / réorientation et FAVORISER l'inclusion en MO ou MS ;
5. Créer une maison commune au sein de l'EAM ;
6. Renforcer l'efficiency du gestionnaire par la constitution d'un siège Fondation ;
7. Diminuer l'empreinte environnementale de la Fondation.

Dans l'attente de la signature du futur CPOM et tout comme l'année 2023, 2024 a été couverte par un avenant d'un an.

7. Obtention du Ségur pour tous

Suite à une pression exercées par les fédérations et les organismes gestionnaires, au cours de l'été 2024, le "SEGUR pour tous" a été acté par le gouvernement. Le financement est à ce jour incertain, nous sommes en attente du versement des dotations par le CD 54 et l'ARS.

Cette revalorisation reconnaît enfin que chaque salarié contribue de façon directe ou indirecte à l'accompagnement proposé.

8. Création d'une maison commune à Vézelize

Suite à la requalification de la salle de polyvalente en vestiaires (COVID), l'absence d'une salle commune se fait de plus en plus prégnante. Il n'est plus possible, depuis plusieurs années, d'organiser un repas de Noël ou de fin d'année à moins de ne le vivre dans les couloirs.

Nous prévoyons donc la création d'une "maison commune" s'appuyant sur les anciens logements "parents en visite", non utilisés depuis plusieurs années.

Le choix se porte sur une architecture à ossature bois, vertueuse énergétiquement. Un architecte nancéen, doit faire prochainement une première proposition.

Nancy, le 31.12.2024

Le Président,

Denis HEFTRE

RAPPORT FINANCIER SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

Nous vous présentons les comptes de la FONDATION DES AVEUGLES ET DEFICIENTS VISUELS NICOLAS GRIDEL.

LE BILAN ACTIF

• Les biens immobilisés :	10 689 473 €
• L'actif circulant hors trésorerie :	1 249 346 €
• La trésorerie :	8 703 980 €

LE BILAN PASSIF

• Les fonds propres :	13 808 419 €
• Les fonds dédiés et fonds reportés	635 561 €
• Les provisions et les dettes :	6 198 818 €

LE COMPTE DE RESULTAT

• Des produits :	15 665 046 €
• Des charges :	15 273 959 €

Un Excédent de + 391 088 €

Cet excédent se décompose ainsi entre les différents établissements :

1. Foyer Jeanne Marie Laurent	+ 52 984 €
2. C.E.D.V	+ 278 078 €
3. ESAT – Atelier des Eaux Bleues	- 50 601 €
4. Résidence des III Fontaines	+ 47 821 €
5. Fondation non combiné	- 6 808 €
6. Cler Basse Vision	+ 69 615 €
	<hr/>
	+ 391 088 €

Nous allons maintenant analyser les principaux postes du bilan au sein de chaque établissement :

1) INVESTISSEMENTS

INVESTISSEMENTS			
	2024	2023	VARIATION
ESAT	232 827 €	395 970 €	-163 143 €
FOYER	10 381 €	125 092 €	-114 711 €
RES. III FONTAINES	14 422 €	239 250 €	-224 828 €
CEDV	210 628 €	205 471 €	5 157 €
FONDATION	75 692 €	10 858 €	64 834 €
CLER Basse vision	28 158 €	3 864 €	24 294 €
TOTAUX	572 108 €	980 505 €	-408 397 €

Les établissements effectuent le renouvellement de leurs investissements courants (matériels, véhicules, etc.).

Les évaluations externes ESSMS réalisées représentent 51 K€ sur l'ensemble des établissements.

L'ESAT a finalisé les investissements relatifs à la création d'un espace de stockage avec panneaux photovoltaïques. Les autres investissements concernent des acquisitions en matériels et outillages et notamment l'achat d'un tour pour la production.

La fondation a reçu un bien immobilier en leg et poursuit les études pour la réhabilitation de la villa.

2) TRESORERIE

LES DISPONIBILITES			
	2024	2023	VARIATION
ESAT	191 890 €	151 467 €	40 423 €
FOYER	195 764 €	148 534 €	47 230 €
RES. III FONTAINES	353 058 €	385 127 €	-32 069 €
CEDV	899 328 €	588 804 €	310 524 €
FONDATION	1 812 904 €	1 316 273 €	496 631 €
CLER Basse Vision	252 369 €	177 149 €	75 220 €
TOTAUX	3 705 313 €	2 767 354 €	937 959 €

Les disponibilités ont été augmenté 938 K€ et la fondation a centralisé les fonds.

Les nouvelles immobilisations acquises lors de cet exercice ont été autofinancés.

LES PLACEMENTS			
	2024	2023	VARIATION
ESAT			0 €
FOYER			0 €
RES. III FONTAINES			0 €
CEDV			0 €
FONDATION	4 998 667 €	4 917 172 €	81 495 €
CLER Basse Vision			0 €
TOTAUX	4 998 667 €	4 917 172 €	81 495 €

Les placements ont progressé de 81 K€.

LES EMPRUNTS RESTANT DUS			
	2024	2023	VARIATION
ESAT	0 €	0 €	0 €
FOYER	0 €	0 €	0 €
RES. III FONTAINES	0 €	0 €	0 €
CEDV	3 248 €	3 287 €	-39 €
FONDATION	3 914 889 €	4 123 011 €	-208 122 €
CLER Basse Vision	80 €	69 €	11 €
TOTAUX	3 918 217 €	4 126 367 €	-208 150 €

La Fondation poursuit son désendettement concernant les emprunts finançant l'acquisition et les travaux du foyer Jeanne Marie Laurent.

3) ACTIF ET PASSIF A COURT TERME

ACTIF NET CIRCULANT (hors trésorerie)			
	2024	2023	VARIATION
ESAT	326 876 €	353 356 €	-26 480 €
FOYER	201 673 €	212 413 €	-10 740 €
RES. III FONTAINES	256 923 €	262 284 €	-5 361 €
CEDV	295 320 €	271 657 €	23 663 €
FONDATION	151 146 €	132 523 €	18 623 €
CLER Basse Vision	17 408 €	14 303 €	3 105 €
TOTAUX	1 249 346 €	1 121 686 €	127 660 €

Les créances correspondent majoritairement aux décalages de paiement des financeurs.

Également, il reste en créance sur legs un montant de 131 322 € à percevoir.

FONDS DEDIES ET DETTES			
	2024	2023	VARIATION
ESAT	470 229 €	494 608 €	-24 379 €
FOYER	215 751 €	227 174 €	-11 423 €
RES. III FONTAINES	515 619 €	560 719 €	-45 100 €
CEDV	1 247 904 €	1 234 969 €	12 935 €
FONDATION	269 920 €	150 018 €	119 902 €
CLER Basse Vision	74 530 €	46 607 €	27 923 €
TOTAUX	2 793 953 €	2 714 095 €	79 858 €

Les variations des fonds dédiés et des dettes des établissements sont stables.

La variation des fonds dédiés de la Fondation correspond principalement au nouveau leg de l'année.

4) LES CHARGES D'EXPLOITATION

CHARGES DE PERSONNEL			
	2024	2023	VARIATION
ESAT	1 446 860 €	1 370 441 €	76 419 €
FOYER	831 656 €	792 013 €	39 643 €
RES. III FONTAINES	2 086 082 €	2 342 962 €	-256 880 €
CEDV	5 646 966 €	5 677 236 €	-30 270 €
FONDATION (médailles)	13 768 €	9 685 €	4 083 €
CLER Basse Vision	474 370 €	475 182 €	-812 €
TOTAUX	10 499 702 €	10 667 519 €	-167 817 €

Globalement, la masse salariale a baissé.

Cette variation tient compte de l'impact des compléments de salaire liés au Ségur de la santé, ainsi que des mouvements de personnel.

Concernant la résidence III Fontaines, les départs de salariés en 2023 et certains postes non pourvus ont fait diminuer la masse salariale.

Tous les établissements sont confrontés à des problématiques de recrutement sur des fonctions spécifiques.

CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	2024	2023	VARIATION
ESAT	603 775 €	539 810 €	63 965 €
FOYER	445 555 €	479 604 €	-34 049 €
RESIDENCE III FONTAINES	725 510 €	716 276 €	9 234 €
CEDV	1 486 371 €	1 558 921 €	-72 550 €
FONDATION	90 976 €	78 306 €	12 671 €
CLER Basse Vision	60 873 €	50 331 €	10 543 €
TOTAUX	3 413 060 €	3 423 248 €	-10 187 €

Les charges de fonctionnement sont globalement stables, à l'exception des dépenses d'électricité qui diminuées significativement sur tous les établissements.

Les postes d'entretiens, transport usagers et alimentation continuent de progresser.

DOTATIONS AUX COMPTES D'AMORTISSEMENT ET PROVISIONS			
	2024	2023	VARIATION
ESAT	96 648 €	79 492 €	17 156 €
FOYER	88 561 €	35 425 €	53 136 €
RESIDENCE III FONTAINES	215 564 €	165 812 €	49 752 €
CEDV	707 768 €	401 431 €	306 337 €
FONDATION	182 975 €	188 466 €	-5 491 €
CLER Basse Vision	11 137 €	13 580 €	-2 443 €
TOTAUX	1 302 653 €	884 206 €	418 447 €

Le renouvellement régulier des investissements maintient la stabilité des dotations aux amortissements.

Une dépréciation de 313 K€ sur l'actif immobilisé du CEDV a été constatée afin de tenir compte de la vétusté des menuiseries extérieures.

Également, un risque de recouvrement d'un financement du Conseil Départemental a été provisionné à hauteur de 98 K€.

CHARGES FINANCIERES			
	2024	2023	VARIATION
ESAT	0 €	0 €	0 €
FOYER	0 €	0 €	0 €
RESIDENCE III FONTAINES	0 €	0 €	0 €
CEDV	0 €	0 €	0 €
FONDATION	58 543 €	61 375 €	-2 832 €
CLER Basse Vision	0 €	0 €	0 €
TOTAUX	58 543 €	61 375 €	-2 832 €

Les frais financiers correspondent aux emprunts de la fondation pour le financement du Foyer Jeanne Marie Laurent.

5) LES PRODUITS

La FADV perçoit des concours publics au titre de ces activités sociales et médico-sociales pour un montant de 14 023 607 €.

PRODUITS			
	2024	2023	VARIATION
ESAT SOCIAL	747 139 €	760 777 €	-13 638 €
ESAT COMMERCIAL	1 334 899 €	1 253 882 €	81 017 €
FOYER	1 615 351 €	1 487 240 €	128 111 €
RESIDENCE III FONTAINES	3 074 977 €	3 232 132 €	-157 155 €
CEDV	8 072 870 €	7 813 518 €	259 353 €
FONDATION	157 503 €	174 907 €	-17 404 €
CLER Basse Vision	662 308 €	597 892 €	64 416 €
TOTAUX	15 665 047 €	15 320 348 €	344 700 €

De manière générale, les produits des établissements sont en hausse ; Ceci est lié principalement à l'augmentation des concours publics perçus au titre des activités sociales et médicosociales (financement SEGUR).

Les produits financiers représentent 176 K€ et ont progressé de 21 K€.

Concernant l'Esat, la progression est dû principalement l'activité cannes et sous-traitance.
Au cours de l'année 2024, 45 travailleurs ont été présents à l'ESAT contre 43 pour l'exercice précédent.

Suite à un décès, la fondation a bénéficié d'un leg en cours d'exercice à hauteur de 114 K€.

Pour rappel, en 2023, la résidence III Fontaines a perçu 190 K€ de financements non reconductibles (crédits non reconductible et remboursement Compte Epargne Temps).

Nous vous remercions de votre attention et nous restons à votre disposition pour tous compléments d'informations.